

[Retour à la liste](#)

[Nouvelle recherche](#)

[Partager](#)

[Im](#)

[Télécharger en pdf](#)



## Occupation et exploitation d'espaces de restauration situés au lieudit La Petite Venise

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Client : [Etablissement Public du Château de Versailles](#)

Avis N° : AO-2151-0019

78 - Versailles

Services

Autres

Mise en ligne : 07/12/2021

Date limite de réponse : 18/01/2022

Marché < (inf.) 90 000 euros



Accès au  
profil acheteur

Source **MarchésOnline**



### Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Etablissement Public du Château, du Musée et du domaine national de Versailles

Correspondant : Service Marques et concessions, RP 834, 78008 Versailles cedex, courriel :

[Concessions@chateauversailles.fr](mailto:Concessions@chateauversailles.fr), adresse internet : <http://www.chateauversailles.fr/homepage>, adresse

internet du profil acheteur : <http://www.chateauversailles.fr/concessions-services-imaginer-ensemble>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Loisirs, culture et religion

### Objet du marché :

Le présent appel à projet a pour objet, dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, l'occupation et l'exploitation, aux risques et périls de l'Occupant, d'espaces de restauration situés au lieudit La Petite **Venise**, dans le Domaine national de Versailles.

Catégorie de services : 17

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

Objet principal : 55000000

Lieu d'exécution et de livraison : Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles, 78008 Versailles

Code NUTS : FR103

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

Caractéristiques principales :

Des variantes seront-elles prises en compte : non

La Convention d'occupation temporaire n'est pas constitutive de droits réels au bénéfice de l'Occupant. Par ailleurs, ladite Convention d'occupation temporaire ne donne pas lieu à reconnaissance de bail commercial ; à ce titre, l'Occupant ne bénéficiera pas des garanties prévues par la législation sur les baux commerciaux. Sauf cas particuliers des éventuels travaux de restauration tels que définis aux articles 9-1 et 10-2 du projet de Convention d'occupation temporaire, l'Etablissement public ne participera pas au financement des travaux nécessaires à l'aménagement des espaces et à leur exploitation. L'Occupant assumera seul la maîtrise d'ouvrage des travaux (sous le contrôle de l'Etablissement public et dans le respect de la réglementation sur les Monuments Historiques, notamment le code du patrimoine).

La Convention d'occupation temporaire est attribuée pour une durée de cinq ans à compter du 1er mars 2022, date de remise des clés.

En contrepartie du droit d'occuper et d'exploiter les espaces commerciaux, l'Occupant devra s'acquitter, auprès de l'Etablissement public, d'une redevance assise sur le chiffre d'affaires réalisé au sein de et à partir de son occupation des espaces, et comprenant un minimum garanti payable par avance.

L'occupant organisera son activité de manière à pouvoir l'exploiter dans les espaces commerciaux au plus tard le 1er juin 2022.

### Prestations divisées en lots :

non

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

### Marché réservé :

Non

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

### Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Pas d'enchère électronique

### Type de procédure :

Autres

### Date limite de réception des offres :

18 janvier 2022 à 12 h 00

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : COT Petite **Venise**

### Renseignements complémentaires :

Le présent avis, publié sur la base d'un formulaire "marché public", correspond néanmoins à une procédure de "sélection préalable" relevant du régime des AOT (art. L2122-1-1 CGPPP). L'autorisation d'occupation temporaire n'est pas constitutive de droits réels au bénéfice de l'Occupant et ne donne pas lieu à reconnaissance d'un bail commercial ; à ce titre, l'Occupant ne bénéficiera pas des garanties prévues par la législation sur les baux commerciaux. En contrepartie du droit d'occuper et d'exploiter l'espace, l'Occupant

devra s'acquitter d'une redevance assise sur le chiffre d'affaires réalisé au sein de et à partir de son occupation des espaces, qui comprendra un minimum garanti payable par avance.  
L'Etablissement public ne participera pas (y compris financièrement) aux travaux inhérents à l'aménagement des espaces.

Les projets seront appréciés en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critère 1 : Valeur qualitative de l'offre / concept (définition, positionnement et cohérence) et politique commerciale - 50 points

- Politique de dynamisation commerciale de l'espace exploité (le cas échéant en argumentant/explicitant la stratégie proposée au travers d'expériences « réussies » dans d'autres lieux comparables) en vue d'optimiser tant la fréquentation des espaces (terrasse et vente à emporter comprises) que le panier moyen et le taux de transformation, tout au long de l'année, et moyens engagés pour cet objectif : 20 points ;
- Clarté et adéquation du concept à la thématique générale et à l'histoire des lieux et à l'environnement paysager et architectural, telles que présentées dans le projet de convention d'occupation temporaire joint au présent règlement d'appel à projet.

Menus, formules, offre de produits et activités annexes, proposés à la vente (positionnement, adaptation à une consommation en intérieur et/ou en terrasse et adaptation à la saison et à la saisonnalité de la fréquentation, offre de vente à emporter, cohérence par rapport aux grandes tendances alimentaires actuelles) : 15 points ;

- Ressources engagées et techniques retenues dans l'exploitation quotidienne (y compris définition et positionnement de la signalétique mise en place aux abords des espaces), relation client, politique en matière de prix, promotions et remises, et approches qualitative poursuivie par le candidat,) : 10 points ;
- Politique en faveur du développement durable (actions concrètes envisagées) : 5 points.

Critère 2 : Aspects économiques de la convention d'occupation temporaire - 25 points

. Redevance (dont le minimum garanti), proposée, qui rendra notamment compte des ambitions présentées par le candidat dans la définition de son modèle économique dans toutes ses composantes

Critère 3 : Proposition technique et d'investissement - 25 points

. Projet d'aménagement et qualité du parti-pris décoratif, pour les espaces de vente bâtis comme pour la terrasse, en cohérence avec l'organisation et le positionnement des activités envisagées : 10 points

. Calendrier d'installation permettant une ouverture au public de l'ensemble des services au plus tard le 1er juin 2022, et calendrier de travaux (éventuellement répartis en plusieurs étapes) jusqu'à la remise en exploitation complète : 15 points

#### **Date d'envoi du présent avis à la publication :**

03 décembre 2021

#### **Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :**

Service marques et concessions, courriel : [Concessions@chateauversailles.fr](mailto:Concessions@chateauversailles.fr), adresse internet : <http://www.chateauversailles.fr/concessions-services-imaginer-ensemble>

Informations complémentaires :

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière

Les personnes morales ne sont pas tenues d'indiquer les noms, et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation

#### **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Versailles, 56 Avenue de saint cloud, 78008 Versailles, tél. : 01 39 20 54 00, télécopieur : 01 39 20 54 87, courriel : [Grefte.ta-versailles@juradm.fr](mailto:Grefte.ta-versailles@juradm.fr), adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif national de règlement amiable des litiges, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris, tél. : 01 44 87 17 17, télécopieur : 01 44 97 33 99

#### **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Grefte du Tribunal administratif de Versailles, 56 Avenue de saint cloud, 78011 Versailles, tél. : 01 39 20 54 00, télécopieur : 01 39 20 54 87, courriel : [grefte.ta-versailles@juradm.fr](mailto:grefte.ta-versailles@juradm.fr), adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Recevoir des  
avis similaires